

Le peuple se rend compte, de plus en plus, de l'énorme capacité de production du système industriel; mais les vieux partis politiques croient encore que les biens utiles à l'homme doivent être liés au travail de toute la population comme avant l'avènement de la machine moderne.

D'autre part, ce même peuple entend dire et constate que des millions d'êtres humains vivent dans une pauvreté abjecte, que le droit naturel au mariage est frustré, parce que le système est incapable de distribuer l'abondance de richesses qu'il est capable de produire.

Mais les vieux partis, tout en se rendant compte de l'absurdité de cette situation et tout en clamant contre elle, ignorent tout de même la cause réelle des malheurs du peuple. En désespoir de cause, ils soutiennent et préconisent des réformes futiles et illégitimes.

Ces réformes futiles et illégitimes sont le communisme et le socialisme, parce qu'ils nient les droits naturels de la personne humaine, futiles parce qu'elles ne constituent pas un vrai remède, elles ne sont pas appropriées et ne guériraient point les maux économiques dont souffre la société; d'ailleurs, les papes les ont condamnées et pour nous, chrétiens, cela doit suffire.

Le but de l'association économique est de procurer les biens matériels et les services requis par les consommateurs, par les hommes, les femmes et les enfants. Cela se fait par deux procédés bien distincts:

a) la production, y compris les moyens de transport;

b) la distribution de ces produits parmi les consommateurs.

Le premier de ces moyens, la production, devient de plus en plus efficace. Ce n'est donc pas dans la production que se situe le mal économique dont nous souffrons.

Il faut donc chercher le mal dans le deuxième procédé: c'est la distribution qui a failli à la tâche et qui se trouve aujourd'hui paralysée.

Mais l'instrument de distribution, l'outil des échanges, c'est l'argent, la monnaie. C'est donc le système monétaire qui remplit mal sa fonction. Il ne distribue pas les biens, les fruits de la production...

La monnaie est essentiellement un système de tickets—comme le disaient tout à l'heure nos amis d'en face—pour faciliter les échanges de biens. La valeur ou la validité de l'argent est fondée sur la confiance que les hommes ont dans la capacité productrice de leur pays.

La fonction naturelle de l'argent est d'assurer continuellement la distribution de tous les biens utiles que le peuple peut produire et dont il a besoin.

Tous les gouvernements modernes ont négligé leur devoir en abandonnant le «contrôle»

du système monétaire à un petit groupe d'hommes, qui se fichent de la fin première de l'argent et lui font atteindre un but diamétralement opposé. Ces hommes ont ainsi la haute main sur tout le pouvoir économique et même politique de la société.

Les contrôleurs du régime financier actuel, c'est-à-dire les maîtres du système bancaire, se sont fait réserver le droit d'émettre l'argent, ou ils ne créent et mettent l'argent en circulation que sous forme de dettes qu'il faut leur rembourser avec intérêt. Par les remboursements qu'ils exigent à date fixe, ils retirent et annulent cet argent avant même que les biens produits aient atteint les consommateurs.

Vu que l'argent est le véhicule pour faire passer les biens des producteurs aux consommateurs, la disparition de l'argent enlève au peuple le pouvoir d'acheter toute la production faite par lui. Le système bancaire, en retirant plus d'argent qu'il n'en avait émis, établit la rareté de l'argent en face des produits et des travailleurs qui ne demandent qu'un emploi.

De là commencent les exportations et la concurrence effrénée pour les marchés étrangers, parce qu'il n'y a pas assez d'argent dans le marché domestique; de là les dettes internationales, de là les conflits économiques conduisant à la guerre, de là aussi, les hypothèques progressives sur l'agriculture, l'industrie, le capital et les ressources naturelles de la société, hypothèques qui placent l'univers à la merci de ce monopole bancaire mondial.

Le système bancaire s'efforce constamment de retirer le plus tôt possible l'argent émis pour la production, sans se soucier de voir à ce que cet argent ait effectué aussi la distribution. D'où nombre de conséquences désastreuses:

a) Une concurrence effrénée; on cherche à diminuer le plus possible le prix de revient en coupant sur les salaires ou en faisant pression sur les ouvriers, puis on cherche à vendre le plus cher possible, le tout pour récupérer les frais totaux, y compris l'intérêt sur l'argent «créé de rien».

De là, nous assistons à une série continuelle de faillites. Les plus faibles et les moins brutaux tombent devant la concurrence, faute de pouvoir d'achat suffisant chez les consommateurs.

Nous voyons une accumulation croissante de produits qui ne se vendent pas, malgré les besoins des consommateurs sans argent.

Nous assistons à une faillite graduelle de cette tentative, vu que les machines déplacent l'ouvrier et parce que l'outillage, ainsi augmenté, est bientôt réduit au repos, les consommateurs n'ayant pas l'argent pour acheter les produits de cet outillage.